



REUNION DU CSA
DE LA DIRECTION DE LA MER ET DU LITTORAL DE CORSE
28 NOVEMBRE 2024

DECLARATION LIMINAIRE

Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, par décision du Président de la République, l'organisation en urgence d'élections législatives, la gestion des affaires courantes pendant 2 mois par un gouvernement démissionnaire puis la nomination début septembre d'un premier ministre issu d'un groupe parlementaire extrêmement minoritaire et d'un gouvernement ne reflétant pas le résultat des élections, **voici que se profilent les premières mesures destinées à faire payer aux salariés et aux fonctionnaires le prix de la dette du pays.**

Nos Ministères relégués :

En ce qui concerne nos Ministères ; le périmètre du Ministère de la Transition Écologique a fortement rétréci et son importance a reculé au 8ème rang tandis que 2 autres ministres de plein exercice ont en charge le logement et **le partenariat avec les territoires et la décentralisation** appuyé pour cela par 4 ministres délégués dont celui en charge **de la mer et de la pêche.**

Hold-up sur la PSC, mise à l'index des agents publics et attaque des droits des fonctionnaires et des contractuels à travers les jours de carences :

Depuis plusieurs semaines, les agents doivent subir par le biais des médias et autres réseaux sociaux la détestation, la malhonnêteté intellectuelle et la défiance du **ministre de la fonction publique** qui s'échinent, avec d'autres, à mépriser les fonctionnaires, leur reprochant absentéisme et irresponsabilité en la matière. Plutôt que de s'interroger sur les causes de l'absentéisme et rechercher la responsabilité de l'État employeur en matière de conditions de travail et de risques psychosociaux, le ministre préfère traîner ses agents dans la boue et les jeter en pâture aux pseudo-spécialistes de tout poil qui se rependent dans les médias ; bien décidés à démontrer que les fonctionnaires seraient des fainéants et des privilégiés.

Au nom d'une égalité de traitement plus que douteuse avec le secteur privé, voilà que notre ministre s'est fixé pour objectif de faire appliquer 3 jours de carence aux fonctionnaires qui auraient le culot de tomber malades et de ne les rémunérer qu'à hauteur de 90 % ensuite pendant les 3 premiers mois d'arrêt contre 100 % aujourd'hui, comme si la maladie était un choix. Cette réforme coûtera plusieurs centaines d'euros à chaque agent dès tout arrêt de travail supérieur à trois jours ¹ !

Après l'avoir déployé dans le secteur privé et en le généralisant à l'ensemble des travailleurs de la fonction publique, **que penser dans le même temps du passage à la PSC obligatoire dans nos Ministères ?** Là aussi, la volonté de s'attaquer frontalement à la sécurité sociale, en faisant progressivement basculer la protection sociale des français d'un modèle solidaire où ils assument collectivement et solidairement le coût de leur santé (y compris en complément avec le système mutualiste), vers un schéma

¹ [Simulateur CGT jour de carence.](#)

assurantiel où chacun assure son risque individuellement en nourrissant les profits d'actionnaires et de fonds de pensions en tous genres.

La CGT revendique la prise en charge « 100 % Sécu² » et dénonce le choix de la start-up ALAN, comme prestataire de nos Ministères dans le cadre du contrat de groupe obligatoire pour le volet « santé » de la PSC, compte-tenu du financement de cette assureur appuyé sur les marchés financiers³, du coût exorbitant du contrat pour les familles et de l'abandon des retraités couverts jusque-là par des contrats référencés par le MTE avec la mutuelle MGEN.

Conditions de travail :

Nous nous félicitons de l'accord conclu récemment par le SGC2A, avec la DDT2A et la DMLC, pour l'affectation d'un poste d'agent d'accueil au terre-plein de la gare aux bénéfices des usagers de nos services et de meilleures conditions de travail pour les agents. Nous tenons à saluer ici le travail mené, depuis des années, par l'ensemble des représentants des personnels de nos deux directions, quelle que soit leur appartenance syndicale, qui n'ont cessé de demander dans les instances officielles et au-delà, le retour de ce poste disparu depuis la création du SGC2A. **Conscients des conditions dans lesquelles cette affectation a pu être possible, nous resterons vigilants tant sur la pérennité de ce poste que celui d'agent d'accueil sur le site de Danesi et demanderons pour cela à l'avenir, si nécessaire la mobilisation des agents.**

Aujourd'hui, le CSA de la DMLC examine le rapport d'inspection de nos services par l'ISST au mois de juin dernier sur les différents sites d'Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio et Propriano. Nous tenons à saluer le travail réalisé par Mme l'Inspectrice Santé Sécurité au Travail. Même si nous émettons des niveaux d'appréciation différents sur les évaluations de certaines situations constatées au cours de ces inspections, ce rapport a le mérite de lister notamment les manquements et insuffisances à remédier, les bonnes pratiques à poursuivre, les freins et les difficultés organisationnelles présentes, les moyens trop insuffisamment disponibles pour la prévention (1/4 d'ETPT de conseiller en prévention seulement pour la DMLC). L'ISST prescrit dans ce rapport une longue liste de recommandations à prendre en considération dont 27 à titres principales. **Ce rapport nous montre l'ampleur de la tâche à accomplir pour améliorer les conditions de santé et de sécurité au travail pour les agents de la DMLC.**

Dans ce contexte, la CGT en bonne entente avec l'ensemble de autres représentants du personnels de la DMLC, réitère sa demande de création d'une formation spécialisée du CSA de la DMLC en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT). Afin de tenir compte des nombreux et spécifiques risques professionnels auxquels les agents de la DMLC sont exposés et face à leurs potentiels gravités, elle demande d'inscrire à l'ordre du jour de la réunion du CSA, la proposition de vote de la création d'une formation spécialisée du CSA (F3SCT) par les représentants du personnel de la DMLC, en conformité avec les mesures prévues à l'article 11 du décret 2020-1427.

Bien au-delà d'un simple formalisme, cette formation ouvrira des droits supplémentaires aux représentants du personnel désignés au sein de cette instance et permettra notamment de mieux suivre et prendre en compte l'ensemble des recommandations du rapport de l'ISST. **Nous appelons les agents intéressés pour intégrer cette formation et participer à ses travaux à se manifester auprès de nous.**

² [UNE SÉCURITÉ SOCIALE À 100 %](#)

³ [Alan boucle une nouvelle levée de fonds.](#)

Nous tenons aussi à alerter et à nous faire l'écho du sentiment de délaissement voire d'abandon remonté par les agents en poste à DANESI, d'autant plus prégnant depuis le départ cet été de la directrice adjointe dont le poste n'est toujours pas pourvu à ce jour. Des organisations pérennes doivent selon nous être mises en place au plus tôt pour mettre fin à ce mal être au travail.

En Corse aussi, restrictions de budget de fonctionnement, budget d'investissement à la dérive, protection du littoral en danger :

Dans les directions, en Corse comme ailleurs, nous constatons et dénonçons les effets de la rigueur budgétaire. Cette année, avec des restrictions spécialement sur le budgets de fonctionnement et le BOP113, les agents de la DMLC ont été confrontés à des conditions de travail dégradées et à une remise en cause de l'exercice de leurs missions (limites des déplacements nécessaires pour les inspections et contrôles sur le terrain, pour participer à des réunions de réseaux métiers ou autres fragilisant le maintien des compétences professionnelles des agents comme leurs projets d'évolution). Les travaux d'entretien des locaux ou de renouvellement de matériels informatiques sont priorités à l'extrême ou tout simplement reportés sine die.

Concernant les capacités d'intervention en mer, à titre d'exemple pour la DMLC, depuis le mois de juillet dernier, son unique navire côtier, la vedette de surveillance du milieu marin et de lutte antipollution «PM100 CALLISTO » reste clouée à quai, faute de financement pour réparer ou remplacer ces moteurs usagés. En dépit des alertes et demandes de budgets remontées depuis plus deux ans à l'administration centrale à ce sujet, alors que déjà nous avons dû consentir le retrait d'une deuxième vedette plus ancienne de la flotte de la DMLC dès la création de la direction en 2021, aucune réponse n'est apportée à cette heure pour assurer le devenir de ce navire.

Le maintien en flotte de cette vedette multi-missions ne peut souffrir plus longtemps d'une quelconque incompatibilité avec les schémas généraux de modernisation de la flotte des navires de la DGAMPA. Le schéma particulier d'organisation décidé par les plus hautes autorités de l'État lors de la création de la DMLC afin de renforcer l'action de l'État en mer et sur le littoral de la Corse ; région spécifique de part son insularité, isolée géographiquement au sein de la façade maritime méditerranée, implique l'attribution de crédits d'investissement à la hauteur des besoins exprimés dans ce cas très particulier. **Après trois ans d'expérience de la DMLC, la CGT demande que l'on fasse un bilan. Le financement de la vedette remise au domaine en 2021 était assuré entièrement sur le BOP113 et notamment sur crédits police de l'eau. Si la mission n'a pas été transférée à la DMLC lors de sa création, rien n'interdit de commander un audit des besoins sur l'île et de tisser des conventions entre services de l'État pour garantir le maintien de ce moyen nautique pour l'exercice des missions. La CGT attend la recherche de solutions.**

Le Ministère du Partenariat avec les Territoires et de la Décentralisation en charge pour l'heure des politiques de développement et d'aménagement de l'ensemble du territoire national comme de la mer, du littoral et de la pêche, doit donc s'emparer du sujet au plus haut niveau de décision et sans plus tarder.

La CGT revendique au terme du dialogue de gestion en cours, l'attribution dès le début de l'année 2025, du financement nécessaire à la remotorisation de la vedette PM100 CALLISTO pour son maintien en flotte au sein de la DMLC.

Déconsidération, provocations et baisse de revenus:

Avec une inflation record, au cours des quatre dernières années, les agents de la DMLC ont vu leur traitement décrocher, encore plus ici en Corse, où les prix sont supérieurs de 15 % en ce qui concerne les produits alimentaires et de 7 % en moyenne par rapport autres régions de France ⁴. Les éventuels avancements d'échelon comme les très insuffisantes revalorisations du point d'indice intervenues en 2022 ne suffisent pas à combler cet écart, ici comme ailleurs. Depuis sa création en 2008, la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) a été un dispositif de compensation imparfait, mis en place pour couvrir partiellement les pertes de pouvoir d'achat subies par les agents (ne prend pas en compte les primes), tout en masquant les effets du gel de la valeur du point d'indice. **Avec un tel niveau d'inflation, la remise en question de la GIPA signifie cette année une baisse de pouvoir d'achat pour toutes les catégories d'agents ⁵.**

La CGT réaffirme la nécessité d'une revalorisation du point d'indice, d'une refonte des grilles de salaire et du versement de la GIPA en 2024.

Dans le même temps, le gouvernement actuel pousse la provocation encore plus loin et s'interroge sur la possibilité de supprimer, pour l'ensemble des salariés, un second jour férié. Le ministre du budget parle dans la presse de « faire des efforts ». Certes, mais les efforts sont toujours pour les mêmes : réforme du code du travail, réforme des retraites, réforme de la fonction publique, réforme de l'assurance chômage, déconnexion des salaires vis-à-vis de l'inflation: **les salariés et les fonctionnaires ont assez payé !**

Face à ce contexte général, face aux provocations d'un ministre de la fonction publique qui s'inspire d'une idéologie ultra libérale pour démanteler nos statuts et fait le buzz en méprisant ouvertement dans les médias et sur les réseaux sociaux les agents publiques⁶, **une large intersyndicale dans l'ensemble des trois fonctions publiques appelle à la mobilisation le 5 décembre prochain ⁷**

**Nous appelons les agentes et les agents à la mobilisation
la plus large pour la journée d'action du 05 décembre,
en participant aux rassemblements qui seront organisés en Corse,
à faire usage de leur droit de grève,
ou pour les plus contraints à désertier eux aussi les bureaux,
par tout moyen autorisé (congé, RTT...)
afin de pouvoir tous signifier notre ras-le-bol !**

LE 05 DÉCEMBRE
STOP AU FONCTIONNAIRE BASHING !

⁴ [Insee Flash Corse n°81 – juillet 2023.](#)

⁵ [Simulateur GIPA](#)

⁶ [Motion UFSE CGT en fonctionnaires des USA et à leurs syndicat national](#)

⁷ [Communiqué intersyndical pour la journée du 5 décembre](#)